

**CONTRE LA SUPPRESSION DES POSTES
ET LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL,
CONTRE LA MISE EN CAUSE DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION**

**RENDEZ-VOUS LE MERCREDI 27 FÉVRIER À 14H30
DEVANT L'INSPECTION ACADÉMIQUE**

A la prochaine rentrée, 38 postes seront supprimés dans notre département, s'ajoutant aux nombreux postes disparus les années précédentes. Partout sont injectées des heures supplémentaires (qui, rappelons-le, sont moins payées que les heures normales !).

Alors que la pression est déjà forte sur les personnels pour accepter de nouvelles heures supplémentaires, de nombreux collègues subiront un complément de service sur un ou plusieurs établissements tandis que d'autres seront obligés de quitter leur établissement pour en rejoindre un autre (voire d'autres), parfois loin de chez eux.

Les exemples suivants sont accablants :

➤ **Dans les lycées généraux** : 24 postes supprimés en 3 ans à Jehan de Beauce et 2,3 HSA par professeur prévues à Marceau...

➤ **Dans les collèges** du département, c'est la même chose: par ex, à Jean Monnet (Luisant), - 12 heures postes et + 14 HSA....

➤ **Dans les lycées professionnels** : la contre-réforme qui vise à réduire la durée d'apprentissage du bac professionnel à trois ans au lieu de quatre actuellement permettra en fait d'économiser 25% de postes d'enseignants par an.

Nous ne pouvons accepter cette situation qui aboutit à vider de sa substance le service public d'Education sous prétexte de le réformer. Le gouvernement vient d'ailleurs d'annoncer son véritable objectif : **160 000 suppressions d'emploi de fonctionnaires dans les 4 ans qui viennent dont 80 000 dans l'Education Nationale.** Le corollaire de cette saignée est d'un côté l'allongement du temps de travail des enseignants ainsi que la mise en cause de leur statut (voir les travaux de la Commission Pochard) et de l'autre la dégradation de l'offre d'enseignement (diminution des horaires élèves, fermetures de filières, d'options..), c'est-à-dire le **démantèlement d'une éducation de qualité pour tous dont seront d'abord victimes les familles des milieux populaires.**

Après le succès de la grève du 24 janvier (50% de grévistes dans le département, avec des pics allant jusqu'à 80% comme au lycée S. Monfort) et de celle du 20 novembre, il est nécessaire de s'engager pour la défense de nos services comme du service public d'Education :

➤ **Dans nos établissements, opposons nous aux suppressions de postes et organisons le refus collectif des heures supplémentaires au-delà de la 1ère imposable afin de défendre nos conditions de travail et de contester la logique gouvernementale ;**

➤ **Dans notre département, mettons en commun de façon visible les actions des établissements en nous rassemblant bruyamment (casseroles, sifflets, tambours...) le Mercredi 27 février à 14h30 devant l'Inspection Académique où nous demanderons à être reçus.**

**NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES,
NON AU « TRAVAILLER PLUS » !
NON AU BAC PRO 3 ANS
NON AUX CONCLUSIONS DE LA COMMISSION POCHARD
POUR LA DÉFENSE ET LE RENOUVEAU
DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION AU SERVICE DE TOUS !**